



EQUATEUR

SYSTEME ELECTORAL

Le vote est **obligatoire** mais facultatif pour les analphabètes et les plus de 65 ans. Pas de droit de vote pour les Forces Armées en exercice.

Modes de scrutin:

- **Président et vice président** élus pour 4 ans au scrutin uninominal à deux tours avec majorité absolue sauf si le candidat en tête du premier tour obtient plus de 40% des voix avec au moins 10 points d'écart.

- **Députés, conseillers provinciaux et municipaux** élus pour 4 ans au scrutin proportionnel plurinominal, avec panachage au sein de la même liste ou entre listes. Cependant le système a été modifié au fil des scrutins avec la possibilité de voter par liste depuis 2002 et l'instauration de la méthode *ponderato* en 2006 pour transformer les votes nominaux en vote par liste.

PARTIS POLITIQUES ET MOUVEMENTS NATIONAUX

(au total 10 partis et 8 mouvements nationaux)

Le système compte également des mouvements provinciaux (élections législatives et locales) ainsi que cantonaux.

Partis (liste 1 à 17) Mouvement (18-40)	Symbole	Liste	Création
Parti Société Patriotique (PSP)		3	2002
Démocratie Chrétienne (ex DP-UDC)		5	Origine : 1964 1979
Parti Social Chrétien (PSC)		6	Origine : 1951 1978
Parti Renouveau de l'Action Nationale (Prian)		7	2002
Parti Roldosiste Equatorien (PRE)		10	1983
Gauche Démocratique (ID)		12	Origine : 1969 1978
Parti Socialiste Frente Amlio(PS-FA))		17	Fusion du PS (1926) et du Fadi (1964) 1995
Démocratie Populaire (MPD)		15	1978
Pachakutik (MUPP)		18	1995
Ethique et Démocratie (RED)		29	2005
Alianza País		35	2006

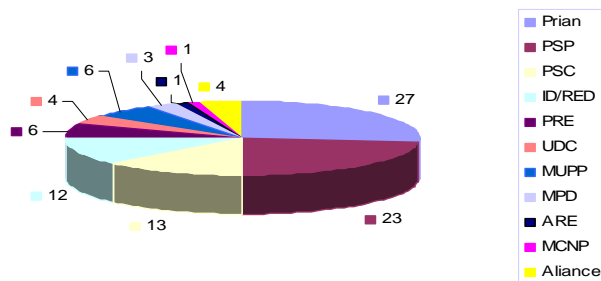
ELECTIONS PRESIDENTIELLES (sur votes valides)

En cas de décès ou destitution c'est le vice président qui prend la présidence exception de 1997 où le congrès a appelé à des élections pour une assemblée constituante. Tous les présidents ont été élus au second tour.

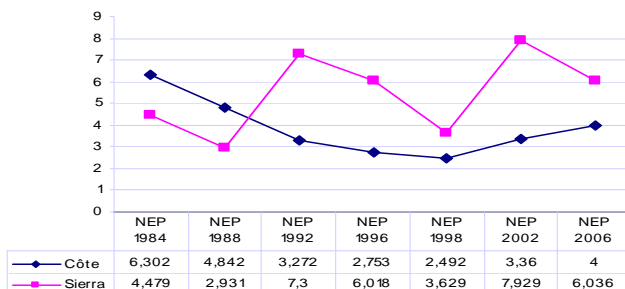
Présidents	Partis	Période	Suffrage
Jaime Roldós	CFP	1979-1981 (décès)	68,40%
León Febres Cordero	PSC	1984-1988	51,50%
Rodrigo Borja	ID	1988-1992	52,80%
Sixto Durán Ballén	PUR	1992-1996	52%
Abdalá Bucaram	PRE	1996-1997 (destitution)	53,40%
Jamil Mahuad	DP-UDC	1998-2000 (destitution)	51,16%
Lucio Gutiérrez	PSP	2003-2005 (destitution)	54,70%
Rafael Correa	Alianza País	2007-	56,67%

LEGISLATIVES 2006

Sièges au Congrès - 100 députés



Nombre effectif de partis dans la Sierra et sur la Côte, 1984-2006





Un second tour réglementaire malgré les incompétences du TSE

Les élections de 2006 ont à nouveau mis en évidence les dysfonctionnements du Tribunal Suprême Electoral. A l'issue du premier tour des présidentielles, Rafael Correa a axé son début de campagne du second tour sur le thème de la fraude, qui aurait permis à Noboa d'arriver en tête du premier tour avec 26% des voix. Cette accusation de fraude a pris une telle ampleur que le candidat a fini pas perdre des appuis dans les premiers jours de campagne. La dénonciation s'est finalement estompée et Correa a recentré ses interventions sur les thèmes du logement, du développement rural et ainsi que les fonds sociaux et micro crédits. Alors que Correa avait axé sa campagne sur la réforme politique durant la campagne du premier tour, il s'est finalement aligné sur les thèmes de Noboa sans pour autant faire usage des mêmes pratiques clientélistes (distribution de fauteuils roulants, micro crédits et ordinateur pour les écoles). Si la dénonciation de fraude a pris des proportions démesurées c'est parce que le Tribunal Suprême Electoral est hautement politisé et que certains de ses membres ont fait preuve d'incompétence durant le déroulement des élections du premier tour. Depuis les réformes constitutionnelles de 1998, les sept juges « *vocales* » du TSE sont des représentants directs des partis politiques les plus représentés au congrès. Ceci explique pourquoi la loi des élections pluri nominales changent de modalités régulièrement selon l'intérêt des organisations politiques représentées. D'autre part, les incompétences et irrégularités se sont multipliées lors du premier tour. L'entreprise brésilienne E-Vote en charge de la comptabilisation rapide des votes du 15 octobre a quitté précipitamment le pays dans la nuit 17 suite à une anomalie dans le système électronique. Les enquêtes ont prouvé que le président du TSE avait signé un contrat avec cette entreprise sur des bases non réglementaires. Concernant les dépenses électorales, il y a également eu un total manque de transparence. L'entreprise chargée de communiquer des bulletins sur les dépenses électorales des partis et mouvements, Infoadex, n'a pas transmis au TSE de rapports complets ni actualisé les informations alors que certains candidats avait outrageusement dépassé les plafonds. Ainsi, les dépenses de Noboa, milliardaire de la banane, se comptent en millions de dollar. La réforme des instances juridiques est d'ailleurs un des axes de travail privilégié par Rafael Correa.

La gouvernabilité en Equateur: un problème persistant

Depuis 1988, pas un seul gouvernement n'a disposé d'une majorité au Congrès. Correa ayant boycotté les législatives, il ne dispose d'aucun député. Depuis 1996, pas un seul président n'a terminé son mandat. L'unique variable stable du système politique résidait depuis 1992 dans la majorité d'élus du Parti Social Chrétien (entre 22 et 27). Or ce parti a perdu la moitié de ses députés aux législatives de 2006. Trois nouvelles organisations politiques se partagent désormais les leviers du pouvoir: Alianza Pais, créé en 2006, est au gouvernement et les deux partis majoritaires au congrès ont été créés en 2002 (le Prian et le PSP). Alianza Pais, fondé par Correa, défend une politique radicale basée sur la réforme de la constitution, réclamée par une partie de la population depuis la chute de Gutiérrez en avril 2005. A l'opposé Alvaro Noboa se réfère toujours au Consensus de Washington pour soutenir son programme politico-économique. Le Parti Société Patriotique n'a aucune ligne de conduite stable mis à part la recherche du pouvoir. Bien que son leader ait été destitué en avril 2005 avec un appui législatif maigre (5 députés), le parti a fait son retour avec 23% des sièges au congrès. Un temps allié au Prian, le PSP n'a appelé à voter pour aucun candidat au second tour et ses dirigeants n'ont pas nié un possible appui à Correa, bien que ce dernier se soit fait connaître lors des manifestations d'opposition à Gutiérrez. Correa doit réunir une majorité pour faire approuver le principe d'une assemblée constituante, ce qui n'est guère aisé sans député au congrès. Mais le président équatorien est doté du pouvoir exécutif en Amérique latine le plus fort. Selon l'article 283, s'il n'obtient pas l'aval du congrès il a le pouvoir d'appeler une *consulta* pour faire approuver la constituante. Rafael Correa est par ailleurs le premier président élu depuis Jaime Roldos (1979) qui a obtenu des soutiens dans les trois régions, un capital confiance soutenu à Quito, lieu de toutes les destitutions, et un résultat non négligeable de 44% à Guayaquil, capitale économique où les partis ultra libéraux avaient construit leur suprématie.

Un pays en marge des processus d'intégration: le défi de Correa

L'Equateur n'est intégré qu'à la Communauté andine (CAN) dont le fonctionnement est limité depuis le départ du Venezuela. Sans union de la CAN, l'Union européenne (UE) refuse toute négociation qui ne mènerait qu'à des traités bilatéraux. L'Equateur n'est que membre associé du Mercosur. Ses principaux échanges commerciaux se font avec les États-Unis et ses voisins colombiens et péruviens. Il bénéficie également de conventions avec le Chili qui s'est toujours engagé à soutenir l'Équateur. A la différence du Pérou et de la Colombie, l'Equateur n'a pas signé d'Accord de libre-échange (TLC) avec les États-Unis. Si ces derniers ne reconduisent pas la Loi de promotion du commerce andin et d'éradication de la drogue, le pays n'aura plus aucun accès préférentiel au marché nord-américain. La non signature du TLC est en partie la conséquence des violentes manifestations de la population rurale entre octobre 2005 et avril 2006. L'expropriation de la compagnie pétrolière nord américaine OXY pour non respect des codes juridictionnels a accéléré le processus. L'élection de Rafael Correa répond à cette conjoncture. Rafael Correa soutient le projet bolivarien de Hugo Chavez. L'Equateur devrait même réintégrer l'OPEP aux cotés du Venezuela. Il a écarté le TLC avec les États-Unis mais ne se dit pas opposé à d'autres types de traité bilatéral avec des pays asiatiques ou européens. Il y a dans son discours un anti impérialisme certain mais pas de refus des échanges. Rafael Correa défend une meilleure intégration de l'Equateur dans les organismes internationaux et régionaux (Mercosur) et veut faire prévaloir la juridiction internationale sur le territoire. Donné nationaliste, il a cependant émis dans son programme l'idée d'une monnaie unique pour les pays andins afin de renforcer leur capacité sur le marché.